



| | |
|---|--|
| <p>Région</p>  <p>Provence-Alpes-Côte d'Azur</p> |  <p>Marseille, le 12 février 2018</p> |
|---|--|

Contribution Région Provence-Alpes-Côte d'Azur à la future Politique européenne de Cohésion économique sociale et territoriale

La politique de cohésion représente pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur une **contribution majeure** pour nos emplois, pour accompagner le capital humain, et pour soutenir nos territoires : 1 milliard d'euros européens, permettant de financer 2 milliards de projets majeurs pour la compétitivité de nos territoires.

Comme le souligne le 7ème rapport de cohésion en dénonçant la persistance de disparités régionales, nous pensons que l'Europe ne peut se passer d'une politique de croissance impulsée à **l'échelle régionale**. L'implication du niveau **régional** est nécessaire pour garantir un processus de développement embrassant la diversité des territoires qu'ils soient urbains, ruraux, maritimes ou de montagne. Elle seule rend possible l'intégration de la **dimension territoriale** dans la stratégie européenne.

La dynamique de programmation engagée par notre Région Provence-Alpes-Côte d'Azur montre que le défi de la décentralisation de la gestion des fonds européens en Région est relevé. Les engagements financiers ont été respectés, la communication européenne a été significativement renforcée au plus près des citoyens.

Nous militons pour une politique forte de soutien à la cohésion économique, sociale et territoriale de nos territoires au-delà de 2020.

En conséquence, nous déclarons que la politique de cohésion :

1. Doit continuer à être la **première politique** de l'Union Européenne. Les investissements réalisés sur les territoires, au plus près et au profit des citoyens, sont un vecteur majeur de la lisibilité de l'action européenne. Par la complémentarité entre ses fonds FEDER, FSE, FEADER, et FEAMP, c'est la seule politique européenne à permettre une stratégie globale, multisectorielle et territoriale.
En tant que politique d'investissement territoriale de long terme, elle apporte une valeur ajoutée, aussi bien à l'échelle de l'Union Européenne que pour les citoyens. Nous soulignons en particulier l'importance que le FSE reste dans la politique régionale, afin de garantir l'indispensable complémentarité entre les aides aux infrastructures et les aides au capital humain (formation, d'emploi, d'insertion).
La Politique Agricole Commune et la politique de cohésion doivent enfin partager les mêmes principes de gouvernance : une subsidiarité renforcée, une logique de résultats et une simplification des règles, notamment dans les régimes d'aides.

2. Doit couvrir **toutes les régions**, y compris les régions les plus développées, et s'intéresser davantage à la question des disparités infrarégionales. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur connaît d'importants contrastes de développement, et continue à avoir besoin de l'appui européen pour accompagner sa transition écologique, énergétique et numérique, pour se préparer au changement climatique, pour renforcer ses filières stratégiques et son capital humain dans la concurrence internationale. Pour mieux tenir compte de la réalité des situations régionales et infrarégionales, il est nécessaire de fonder la politique régionale sur une palette d'indicateurs plus complète, qui va au-delà de l'indicateur du PIB régional par rapport à la moyenne européenne.
3. Doit ainsi être dotée d'un **budget volontariste, à hauteur de ses enjeux**. En tant que politique européenne la plus proche des citoyens, son budget doit être à la hauteur de son ambition.
4. Doit garder un **mode d'intervention flexible**, fondé selon le type de projets soutenus et selon leur finalité et rentabilité, sur l'octroi de subventions, ou pour la mise en place d'Instruments financiers.
5. Nécessite le maintien de **taux de financement européen significatif** - 50% a minima. Cette condition est essentielle pour garantir un effet de levier important.
6. Doit réfléchir à de **nouveaux indicateurs** pour la répartition des enveloppes, prenant mieux en compte les défis et spécificités territoriales : taux de chômage, taux de chômage des jeunes, part de personnes dépendantes, situation des déchets, qualité de l'air, vulnérabilité du territoire face au changement climatique.
7. Nécessite un renforcement du principe de partenariat. La **gestion partagée** avec les Régions permet de mieux communiquer sur les sujets européens, et de donner une meilleure lisibilité à l'action européenne. Elle permet aux Régions d'animer le partenariat institutionnel et les acteurs du territoire, et ainsi d'impulser une dynamique européenne à toutes les échelles territoriales.
8. Doit être repensée sur la base d'une **confiance accrue** de la Commission européenne envers les différents niveaux de gouvernement assurant le déploiement des fonds, d'une approche plus flexible et différenciée dans la mise en œuvre de cette politique, permettant d'éviter la multiplication des contrôles par ces différents niveaux.
9. L'Union européenne devrait se doter d'une **nouvelle stratégie pour l'après 2020**, qui fixerait les grandes orientations stratégiques de la future politique régionale. La stratégie UE 2020 fixait des objectifs à atteindre en 2020, qui ont permis d'aligner les Programmes Opérationnels 2014-2020 sur trois volets de croissance intelligente, verte et inclusive. Il convient désormais de se fixer des objectifs stratégiques pour la prochaine période.

Nous sommes favorables à la **concentration** des investissements sur un nombre limité de priorités définies au niveau européen tout en laissant une plus grande souplesse aux autorités de gestion dans le choix de ces priorités, pour tenir compte des besoins régionaux. La future politique doit permettre plus de **flexibilité** aux Régions dans le choix d'un "menu" de priorités européennes repensées. Le menu actuel mélange secteurs et enjeux et induit une lecture partielle des réalisations.

10. Doit développer une approche par les **résultats**, favorisant le financement de projets innovants et de qualité. Nous proposons d'aller plus loin dans les initiatives de coûts simplifiés, de forfaits, pour alléger le fardeau administratif, limiter les justificatifs et les contrôles.
11. Doit inscrire un enjeu fort sur le **changement climatique**. Les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris ne peuvent pas se réduire à un Objectif Thématique. Nous proposons que la lutte contre le changement climatique constitue une priorité transversale renforcée de la future politique de cohésion.
12. Doit **simplifier** ses modalités d'intervention pour accroître son efficacité et augmenter la valeur ajoutée européenne : Des règles allégées et communes à tous les fonds, une rédaction plus claire et épurée des règlements, une limitation de la réglementation secondaire au strict nécessaire.
13. Doit être mieux **coordonnée** avec les programmes gérés en direct par la Commission européenne. Nous refusons que la politique de cohésion soit verrouillée par des régimes d'aides limitant les taux d'aide négociés avec la Commission, et dont la complexité nous dessert. La refonte des régimes d'aide doit s'aligner sur la recherche de simplification. Nous demandons que les **programmes opérationnels** de la politique de **cohésion tiennent lieu de régime d'aide**.
14. Doit revoir ses **conditionnalités ex ante** : moins nombreuses, plus centrées sur les enjeux de la politique de cohésion, moins ambiguës dans leur interprétation, vérifiables sans induire une charge administrative excessive ou inutile.
15. Doit repenser la question de la **conditionnalité macroéconomique**. Il convient de privilégier les outils incitatifs plutôt que punitifs, et de trouver le bon équilibre dans la contribution que cette politique peut apporter au renforcement de l'Union économique et monétaire. Cette politique vise à renforcer la cohésion dans l'Union européenne, et permet de faire converger les niveaux de vie et les conditions sociales. Mais elle n'a pas vocation à se transformer en un outil au service de la réalisation des réformes structurelles des Etats membres, car cela la ferait intervenir dans des champs qui lui sont totalement étrangers (circulation des capitaux, réforme des retraites, etc.) au détriment des besoins territoriaux.
16. Doit repenser la **stratégie d'audit** de l'Union Européenne qui, fondée sur une méthode statistique, conduit à des taux d'erreurs exponentiels et non maîtrisés. Sans remettre en cause la nécessité d'un niveau de contrôle raisonnable, nous demandons que le seuil de tolérance actuellement de 2% soit relevé à 5%.

17. Doit renforcer la **communication sur les fonds européens** auprès des citoyens et capitaliser les résultats des projets européens pour intégrer leurs enseignements dans les futures politiques européennes et démultiplier leurs impacts.
18. Doit renforcer le budget du volet **coopération territoriale**. Nous soulignons la nécessité de renforcer les programmes de coopération territoriale, y compris pour soutenir la mise en œuvre des **stratégies macrorégionales** et de **bassin maritime**. Nous nous félicitons de l'initiative Ouest Med, portée par la DG Mare et l'Union Pour la Méditerranée et souhaitons consolider l'approche macrorégionale en Méditerranée.
19. Doit renforcer la capacité des programmes de **coopération transfrontalière** à soutenir des projets répondant aux besoins concrets des citoyens transfrontaliers, y compris par le financement d'infrastructures ou de nouveaux services, en matière de mobilité, d'accès aux soins, de protection de l'environnement, de sécurité, de reconnaissance des qualifications, dans le but d'aider les zones transfrontalières à développer leur potentiel de croissance et d'emploi.
20. Doit permettre une meilleure articulation avec la Politique de Voisinage. Nous soulignons en particulier la nécessité d'un **instrument de voisinage bilatéral entre la France et l'Algérie**.
21. Nous soutenons l'apport méthodologique des **plateformes de « Smart specialisation »** permettant un dialogue direct et renforcé entre les Régions européennes, leurs acteurs, et la Commission européenne. Nous demandons qu'un instrument financier spécifique soutienne cette démarche et les projets pilote qui en émaneront.
22. La politique de cohésion vise enfin un **changement structurel** dans les régions. En Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il s'agit par exemple de soutenir le développement de filières stratégiques, de limiter le changement climatique. La réponse à ces enjeux nécessite une politique de cohésion **inscrite dans la durée**, avec des budgets qui ne puissent pas être remis en cause sur la période de programmation.
23. Nous sommes opposés à l'idée de créer une nouvelle réserve pour des **situations d'urgence**. Nous sommes favorables au soutien des questions liées à la crise migratoire et aux catastrophes naturelles, sur des enveloppes n'imputant pas le budget de la politique de cohésion.
24. Nous refusons que la politique de cohésion prenne en charge de **nouvelles politiques**, notamment régaliennes (politique de défense, politique migratoire), sans ressources supplémentaires. Ces politiques doivent être conduites au niveau européen, mais être financées par des budgets propres et à la hauteur des enjeux.
25. Nous demandons enfin que les **Régions** puissent, aux côtés des Etats Membres, **contribuer directement** au dialogue avec la Commission européenne pour construire ensemble la future politique européenne de cohésion économique sociale et territoriale.